

Les subsides

niveau plus bas et à avoir une politique indépendante en matière de taux d'intérêt. Nous déplorons l'échec du gouvernement dans ce domaine. Le premier ministre avait fait des promesses en ce sens, et il s'est ravisé, il a renié sa promesse, comme il l'a fait si souvent depuis quatre ans et demi, avec l'aide de tous les candidats à la direction du parti libéral qui trahissent tous leur parole à qui mieux mieux.

Nous croyons que c'est possible. Ce ne sera pas facile, monsieur le Président, mais nous pouvons y arriver. Si nos efforts n'avaient pas été interrompus en décembre 1979 par un parti libéral égocentrique et avide de pouvoir et par son complice impuni, le Nouveau parti démocratique, nous y serions parvenus et le Canada serait aujourd'hui dans une situation bien plus enviable.

Le président suppléant (M. Guilbault): Les députés ont-ils des questions ou des observations à formuler au sujet du discours du député?

M. Althouse: Monsieur le Président, le député a accusé à juste titre certains candidats à la direction du parti libéral de rester vagues quant aux solutions qu'ils proposent aux problèmes économiques. Le deuxième point du programme proposé par le député en vue de réorienter la politique gouvernementale est une hausse nécessaire des recettes gouvernementales; j'en déduis que cela entraînerait une augmentation des impôts.

Je voudrais que le député soit un peu plus précis et qu'il nous dise s'il envisage effectivement d'augmenter les impôts. S'il fait simplement allusion à une vague reprise de l'ensemble de l'économie, pourrait-il nous dire comment il envisage d'aborder ce problème et quelles solutions concrètes il prévoit appliquer pour augmenter les recettes? Où le député ira-t-il chercher ce surplus d'argent? Par quelle méthode?

M. Crosbie: Au cours de mes brèves observations, monsieur le Président, je me suis appliqué à faire voir qu'il faudrait considérer à la fois les dépenses et les recettes. Le Nouveau parti démocratique voudrait toujours que le gouvernement augmente les impôts. En fait, j'ai même entendu récemment à la Chambre le parti du député exhorter le gouvernement à imposer une taxe sur la spéculation. Si cette taxe existe, j'imagine qu'il y aurait lieu de l'envisager. Cependant, nous préférons songer à une augmentation des recettes qui découlent automatiquement et naturellement d'un bon gouvernement qui sait redonner confiance, condition essentielle de la croissance économique. Voilà qui freinerait la baisse de recettes que nous constatons à l'heure actuelle.

Peut-être serait-il nécessaire d'envisager d'autres hausses de recettes. Il faudrait faire partie du gouvernement pour pouvoir examiner avec soin toutes les sources et pour choisir celles qui favoriseraient le plus la croissance économique ou, du moins, qui lui nuiraient le moins. Il faudrait tenir compte de la conjoncture économique. Est-ce que nous constituerons le gouvernement dans un mois, ou devons-nous attendre encore un an? Le député doit se souvenir que les députés ministériels peuvent se terrer et fainéanter dans leur bureau à Ottawa. Ils ne sont pas obligés de déclencher des élections avant mars 1985. J'ignore quelle sera la conjoncture économique à ce moment-là, mais je crains qu'elle ne soit encore pire que celle qui règne maintenant.

Voilà donc pourquoi je ne puis dire ce que je ferais en mars 1985, ne sachant pas quelle sera la conjoncture économique à ce moment-là. Les députés d'en face vont-ils continuer de se

tapir dans leur bureau, terrorisés à la pensée de devoir déclencher des élections et de devoir se présenter devant l'électorat, eux qui enfreignent toutes les conventions parlementaires et se dérobent à leurs responsabilités? Ou vont-ils au contraire déclencher des élections en juin et nous laisser assumer le gouvernement à compter du mois d'août? Quand vont-ils se décider à vider les lieux et à laisser quelqu'un d'autre les occuper? Quand je pourrai répondre à ces questions, je dirai au député exactement où l'on pourrait trouver des recettes supplémentaires.

Je ne suis pas John Turner. Lui sait qu'il exercera le pouvoir à compter de la mi-juin. A l'issue du congrès libéral, John Turner recevra l'onction. Le papillon Turner émanera de la chrysalide Trudeau. Il sait quelle est la conjoncture économique actuelle. On peut à bon droit et raisonnablement lui demander d'être plus précis. En fait, si les délégués libéraux avaient la moindre valeur, ils l'obligeraient à dire ce qu'il va faire, et notamment quels programmes sociaux il compte rationaliser, quels services inutiles il entend supprimer, comment il pense pouvoir être plus efficace lorsqu'il va devenir premier ministre en juin.

M. Evans: Et vous, que feriez-vous?

M. Riis: Des choses mesquines et désagréables.

M. Crosbie: Et M. Turner connaît les conditions économiques d'aujourd'hui. Malgré mon ardent désir de lui dire exactement les mesures que je prendrai, je ne le peux tant que je ne saurai pas quand ce monsieur déclenchera les élections. Je donnerai alors toutes les précisions que l'on voudra.

Le président suppléant (M. Guilbault): D'autres questions?

M. Althouse: Monsieur le Président, à la suite de la réponse du député, je crois commencer à saisir une nuance légèrement différente du terme «précision». Encore une fois, après avoir essayé de comprendre ce que l'on entend par «précision», je me demande si le député ne pourrait pas clarifier à notre intention—puisque l'on s'agissait de l'un de ses critères pour modifier du tout au tout l'attitude actuelle du gouvernement—comment il compte améliorer les relations canado-américaines et restaurer la confiance chez les hommes d'affaires canadiens. Cet énoncé de principes ne nous apprend pas grand-chose. Le député pourrait-il prendre deux minutes pour clarifier et développer ce point et, si possible, apporter des précisions sur les programmes qu'il compte mettre en œuvre pour détendre les relations entre le Canada et les États-Unis et faire en sorte que les hommes d'affaires se sentent les bienvenus dans notre pays? Peut-être le député pourrait-il également nous dire quels sont au juste les éléments de la politique du gouvernement qui donnent aux hommes d'affaires l'impression de ne pas être les bienvenus et quels sont les points de discorde entre le Canada et les États-Unis qui nuisent à notre économie.

M. Crosbie: Monsieur le Président, nos relations avec les États-Unis se sont bien sûr améliorées quelque peu depuis que M. Hyde s'est transformé en D^r Jekyll. Lorsque l'actuel ministre des Finances était ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources il a joué le rôle de M. Hyde et présenté le Programme énergétique national qui modifiait rétroactivement les règles du jeu et le régime fiscal. Ce programme a entraîné la faillite du secteur pétrolier et gazier de l'Alberta et de la Saskatchewan et il a fait perdre énormément de terrain à notre pays. Je me souviens qu'en février 1980, le premier ministre nous a promis de grands projets. Or, nous attendons encore. En